

CURRICULUM VITAE

M. CHEIKH TIDIANE THIAM

Professeur de Droit Public

Directeur des Affaires Juridiques et Consulaires
Au Ministère des Affaires étrangères

Membre de l'ex-groupe d'Experts intergouvernementaux
Des Nations Unies sur le Droit au développement

Ancien Directeur du centre de Recherche,
D'Etude et de Documentation
Sur les Institutions et les Législations Africaines
(C R E D I L A)

Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Nationalité: Sénégalaise
Date et lieu de naissance: 23/6/1951 à SAINT Louis (Sénégal)
Situation de famille: marié, père de trois (3) enfants

Adresse permanente:
Boîte postale n° 15 622
Dakar-Fann
Sénégal
Tél. bureau (221) 823 86 15 ou 889 13 41
Tél. domicile (221) 824 14 72
Tél. cell. (221) 632 85 94
e-mail : cheikhtthiam@hotmail.com

CONNAISSANCES DES LANGUES

Langue maternelle: Ouoloff

Langue d'éducation et de travail (langue officielle) : Français (lu, écrit, parlé, compris: couramment)

Autres langues: Anglais, espagnol

DIPLOMES OBTENUS

- Licence de Droit public, 1975 (option Droit International, relations internationales, Dakar)
Mention assez bien
- D.E.A (Diplôme d'Etudes Approfondies) Droit Public, 1977, Université de Paris V, Mention assez bien
- D.E.A (Diplôme d'Etudes Approfondies) Sciences Politiques (politique Internationale), 1978, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, mention Bien
- Diplôme de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la Recherche (U.N.I.T.A.R.) : Diplôme de Droit International, La Haye, 1981 ;
- Certificat de l'Institut Henry-Dunant (Séminaire africain sur le Droit international humanitaire), 1983.
- Certificat de l'Académie de Droit International de la Haye, Programme extérieur : Droits de l'Homme, Principes et Pratiques du Droit international, 1988.
- Thèse de Doctorat d'Etat en Droit International soutenue devant l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne en juin 1989 sur le thème : « Décolonisation et succession d'Etats en Afrique-Contribution à l'étude de la succession à l'ordre juridique », Mention Très honorable.

SPECIALISATIONS

ENSEIGNEMENT

- Vingt-six (26) années d'expérience professionnelle dans l'enseignement et la recherche dont quinze (15) de responsabilités administratives et douze années (12) de direction.
- Dispense à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar depuis 1979 les cours suivants :
 - institutions Internationales (de 1989 à 2001)
 - Droit international public (depuis 1989)
 - Droit constitutionnel et Institutions politiques (enseignement pratique) (de 1979 à 1989)
 - Histoire des Idées politiques (de 1992 à 2001)
 - Méthodologie de la recherche et de la rédaction (de 1980 à 2001)
 - Droit des Communications internationales (2000-2001)
- Chargé des Cours de Droit International public et d'Institutions Internationales à l'ENAM (Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature de Dakar) Section diplomatique (depuis 1980)

RECHERCHES

- Droit international public
 - Succession d'Etats
 - Droit de l'Homme
 - Droit humanitaire et des conflits armés
 - Droit des traités
 - sécurité internationale
 - Droit au développement
- Science administrative
 - Rapports entre Administration et administrés
 - Ombudsman, médiateur
- Droits constitutionnel et Science Politique – Droit public interne
 - Démocratie
 - Contrôle de constitutionnalité des lois
 - instances de régulation
 - Droits de l'Audiovisuel et de la Communication
 - Droits de l'Homme
- Membre de la Mission d'Observation Internationale des Elections présidentielles et législatives du 22 août 1993 en république Centrafricaine (R.C.A)
- Plusieurs fois auditeur de l'Académie de Droit international de la Haye
- Coordinateur et Rapporteur Général du Colloque international de Dakar sur l'Enseignement de Droit International et la Recherche en Droit international en Afrique (Déc. 1985)

- A participé à plusieurs rencontres scientifiques en Droit public et en Science politique notamment, dans les domaines des Droits de l'Homme et de la Démocratie:
 - Symposium sur la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Dakar, 1982)
 - Symposium sur les Droits de l'Homme, Columbia University (New-York, 1983)
 - Séminaire sur l'enseignement des Droits de l'Homme et de la Paix de l'Université de Dakar (1984)
 - Séminaire sur le Droit international Humanitaire organisé par l'Institut des Relations internationales du Cameroun (I.R.I.C) et l'Institut Henri DUNANT de Genève (Yaoundé 1983)
 - Colloque de l'Association des Juristes Africains (A.J.A) sur l'Afrique, « l'O.U.A et le nouvel Ordre Juridique » (Libreville 1984)
 - Coordinateur du Séminaire régional de Dakar sur les Droits de l'Enfant, organisé conjointement par l'UNICEF et l'ONDH, Dakar, 23-25 novembre 1988.
 - Colloque sur les Droits de l'Homme organisé par France-Libertés à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Paris, décembre 1988.
 - Colloque international de Dakar sur le Bicentenaire de la Révolution de 1789 et les Droits de l'Homme, février 1989.
 - Espace francophone des Droits de l'Homme, Colloque organisé par l'ONDH avec l'appui de l'ACCT en marge du sommet de la Francophonie, Dakar, mai 1989
 - Conférence sur la consolidation de la démocratie pluraliste, Dakar, 6-9 novembre 1990
 - Colloque Charles De Gaulle et le Sénégal, Dakar 28 février – 3 mars 1990
 - Conférence sur la situation et la promotion des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest et du Centre, Fondation F. EBERT et Centre Africain pour l'Etude de la Démocratie et des Droits de l'Homme, Banjul 10-12 Déc. 1992.
 - Conférence Internationale sur l'intégration de l'Afrique de l'Ouest, CRDI, Dakar 11-15 janvier 1993
 - Congrès International sur l'Education aux Droits de l'Homme et à la Démocratie, UNESCO-Commission Canadienne pour l'UNESCO, Montréal, 8-11 mars 1993.
 - Co-organisateur, avec la Fondation Friedrich EBERT, du Colloque sous-régional sur le thème « Démocratie, Etat de Droit et Développement » (janvier 1994)
 - Rapporteur Général des Rencontres internationales sur « l'Etat Africain à l'Aube du IIIème millénaire », Dakar, 5-7 juin 1997.

PARTICIPATION AUX RENCONTRES ET NEGOCIATIONS INTERNATIONALES

- Conférence régionale sur la mise en œuvre du Statut de la Cour Pénale Internationale, CICR, Abidjan, janvier 2002
- Réunion des Représentants permanents et Experts africains sur les textes relatifs aux organes de l'Union Africaine, Addis Abéba, 1^{ère} et 2^{ème} Sessions (21-25 janvier et 14 -21 février 2002)
- Neuvième (9^{ème}) Session de la Commission Préparatoire de la Cour Pénale Internationale, New York, 8 au 12 avril 2002.
- Cinquante huitième (58^{ème}) Session ordinaire de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, 18 mars – 26 avril 2002.
- Dixième (10^{ème}) Session de la Commission Préparatoire de la Cour Pénale Internationale, New York, 1^{er} au 12 juillet 2002

- Commémoration de l'adoption du Statut de la Cour Pénale internationale, Rome, 17 juillet 2002
- Huitième (8^{ème}) Session du Conseil et de l'Assemblée de l'Autorité internationale des Fonds marins, Kingston (Jamaïque) 05-16 août 2002
- Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour Pénale internationale, New York (reprise de session) 03 – 07 février 2002
- Cinquante neuvième (59^{ème}) session ordinaire de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, 05- 15 avril 2003
- Assemblée des Etats Parties à la Convention de Montégo Bay sur le Droit de la Mer, New-York, 7-14 juin 2003
- Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour Pénale internationale, New York, (deuxième session), 8-12 septembre 2003
- Assemblée Générale de l'ONU, (59^{ème}) session, New York, 10-27 octobre 2003
- « Mise en œuvre du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale », Atelier Régional, Ouagadougou, Burkina Faso, 15-17 décembre 2003
- Soixantième (60^{ème}) Session de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, 30 mars 13 avril 2004
- Audiences orales devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) au sujet de la demande d'avis soumise par l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les conséquences juridiques de l'édification par l'Etat d'Israël d'un mur sur le territoire palestinien occupé, La Haye, 23-25 février 2004.
- Assemblée des Etats Parties à la Convention de Montégo Bay sur le Droit de la Mer, New York, 14-18 juin 2004
- Assemblée des Nations Unies, 59^{ème} session, New York, Octobre 2004
- Soixante et unième (61^{ème}) session de la Commission des Droits de l'homme, Genève, 27 mars – 12 avril 2005-08-25
- Trente-septième (37^{ème}) session ordinaire de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, Banjul, 27 avril – 11 mai 2005

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

- 1990 à 1998, Directeur du CREDILA (Centre de Recherche, d'Etude et de Documentation sur les Institutions et les Législations Africaines), Faculté des Sciences Juridiques et Politiques – Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Responsable de la conception et de la mise en œuvre des programmes d'études, de recherche et d'activité du Centre. Chargé de mobiliser à cet effet toutes les ressources humaines et matérielles disponibles. S'est ainsi appuyé sur l'ensemble des enseignants et chercheurs de la Faculté, tenant compte de leurs diverses spécialisations, pour

conduire les projets de recherches retenues par le CREDILA, en particulier dans le cadre des Directions d'Etudes et de Recherches (DER) créées au sein du Centre.

- Président de l'Amicale des Enseignants Africains de Droit et d'Economie (A.M.E.A.D.E) de l'Université de Dakar
- Secrétaire Général et Responsable de la publication « Annales Africaines », revue de Droit, d'Economie et de Gestion de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de l'Université de Dakar (paraissant depuis 1954), de 1985 à 1998
- Ancien Rédacteur en Chef de Pax Africa, revue d'Etude, d'Information et d'Education de l'Organisation nationale des Droits de l'Homme du Sénégal (ONDH)
- Président du Comité sur le Fonds de la Recherche à l'Université (Sénégal) (de sa création à 2000)
 - A rédigé, en cette qualité, les textes relatifs à la création et au fonctionnement d'un fonds pour la recherche à l'Université ainsi que le Manuel de Procédures des opérations du Fonds relatif au financement de la recherche universitaire. Manuel demandé par la Banque Mondiale dans le cadre de la demande globale de financement pour l'Education et la Recherche négocié par le Sénégal
- A dirigé les travaux de la Sous-commission établie par le Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques de Dakar, à la demande de l'Université, sur les Franchises et Libertés universitaires.
 - A participé en cette qualité, à la rédaction du nouveau texte de loi sur les Franchises et Libertés universitaires
- Membre du jury et associé à la direction de la thèse de Doctorat d'Etat soutenue par M. Marcelin Obou ABIE sur « la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et Intégration régionale », Faculté des Sciences Juridiques et politiques, UCAD, Dakar, 4 janvier 2001.
- Membre du Jury de sélection des thèses et projets de recherche présentés pour une subvention du CODESRIA, session 2002.
- Membres de plusieurs Organisations et Sociétés Scientifiques :
 - Membre fondateur de l'Association Africaine de Droit International
 - Membre de l'Association Africaine de Droit international et Comparé
 - Membre de l'Association africaine de Science Politique
 - Membre du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences sociales en Afrique (CODESRIA)
 - Membre de l'Association des Auditeurs et Anciens Auditeurs de l'Académie de Droit International de la Haye
 - Membre fondateur et ancien Vice-Président de l'ONDH (Organisation Nationale des Droits de l'Homme – Sénégal) affiliée à la F.I.D.H (Fédération Internationale des Droit de l'Homme)

A pris une part active dans la médiation politique menée par un groupe restreint de l'ONDH durant la crise traversée par le pays en 1988, afin de contribuer à réunir les conditions d'un retour à la paix et à la concorde nationale

PUBLICATIONS OUVRAGES

- . Les Etats et la violence : Guerres de libération nationale et conflits armés internes, Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le Développement du Droit internationale communautaire
- . Décolonisation et succession d'Etats en Afrique : contribution à l'étude de la succession à l'ordre juridique. Thèse Doctorat d'Etat en droit (Droit international Public) présenté et soutenue en juin 1989 devant l'université de Paris I – Panthéon – Sorbonne, 709p, 2 volumes
- . Droit Public du Sénégal, Vol. 1 l'Etat et le Citoyen (Textes et Documents), Dakar, les Editions du CREDILA, 1993, 309p.
- . Démocratie, Etat de Droit et Développement en Afrique (Sous la Direction de Cheikh T. THIAM). (à paraître)
- . Le Médiateur de la République (à paraître)
- . Législations et pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest (Cheikh Tidiane THIAM et Demba SY), Paris, l'Harmattan, CREDILA – PANOS), 1997, 143p.
- . Breaking monopolies – législation and radio pluralis in West Africa (Cheikh Tidiane THIAM et Demba SY), Lusaka, Aquila Printers, (CREDILA-PANOS), 1996, 93p.
- . Cheikh Tidiane THIAM (Editeur), La Régionalisation : Approche sénégalaise et Expérience française, Dakar, Les Editions du CREDILA, 1998, 376p.

ARTICLES, ETUDES ET INTERVENTIONS

- Encyclopédie juridique de l'Afrique (1982) T. II, Chapitre IV, Succession d'Etats, Dakar-Lomé-Abidjan, NEA, 1982
- « faut-il créer un Ombudsman au Sénégal » ? Annales Africaines, revue de Droit, d'Economie et de Gestion de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques (Université de Dakar), 1983-1984-1985, pp. 57-66
- « Le statut des enseignants des Universités », RIPAS, 1985 (Actes du Colloque de Dakar sur la Fonction Publique).
- « Le concept de sécurité en Afrique » (Conférence des Instituts de Recherche africains, Alger, 24-25 mars 1990), ONU, UNIDIR/90/109, New York, 1991, pp. 32 et s. et pp. 112 et s.
- « La recherche en Droit international en Afrique » in l'Afrique et le Droit international, Annales Africaines, n° spécial, 1986-1987-1988 (Actes du Colloque international de Dakar sur l'Enseignement du Droit international et la Recherche de Droit international en Afrique), Dakar, 11-13 déc. 185.
- « La convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dette d'Etat », Annales africaines, 1983-1984-1985, pp. 283-304
- « De la Communauté à la lumière des idées politiques et institutionnelles du Général De GAULLE » (Colloque Charles DE GAULLE et le Sénégal) Ambassade de France et Mission de Coopération à Dakar, 1990, pp. 210-217

- « Des systèmes d'information en matière d'enseignement supérieur » (Atelier sur le management des institutions d'enseignement supérieur d'Afrique, Dakar, 25-30 juin 1990, UNESCO, BREDA, 90/HE-MAN/6, Dakar, 1990
- « L'Evolution du contrôle de constitutionnalité des lois au Sénégal : de la libéralisation à la démocratisation du contrôle » mai 1999, 86 pp.
- « Réflexion critiques sur l'institution du Médiateur au Sénégal et sur son premier bilan », mai 1997, 44 p.
- « L'intervention sénégalaise dans la résolution de la crise Bissau guinéenne »
- « De l'acte constitutif de l'Union Africaine », novembre 2000
- Exposé écrit du Gouvernement du Sénégal soumis à la Cour internationale de Justice le 30 janvier 2004, à propos de l'avis consultatif sur les conséquences juridiques de l'édification par l'Etat d'Israël d'un mur dans le territoire palestinien occupé
- Exposé du Gouvernement du Sénégal, le 24 février 2004, devant la Cour Internationale de Justice dans le cadre des audiences publiques organisées au sujet de la demande d'avis sur les conséquences juridiques de l'édification par l'Etat d'Israël d'un mur dans le territoire palestinien occupé.
- « Droit au Développement et NEPAD », communication lors des Consultations Francophones en marge de la 60^{ème} session de la Commission des Droits de l'Homme, Genève, avril 2004
- « Droits Humains et Clonage », Communication lors des consultations francophones en marge de la 61^{ème} session de la commission des Droits de l'Homme, Genève, 6 avril 2005.

AUTRES TRAVAUX

A rédigé l'acte constitutif et le Règlement administratif et financier de la Conférence des Ministères de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC), adoptés à Yaoundé en 1996

Associé au titre de la représentation de l'Université à la préparation de la loi sénégalaise sur la Fondation d'utilité publique

A rédigé les textes portant Statuts et Règlements intérieur du FNRAA (Fonds National de la Recherche Agricole et Agro-alimentaire) adoptés par l'Etat du Sénégal sous la forme de Décret dans le cadre d'un financement Banque Mondiale/Etat du Sénégal.

A rédigé le Statut du REPA/AOC (Réseau d'Expertise Politique Agricole de l'Afrique de l'Ouest et du Centre), organisme subsidiaire de la CMA/AOC (Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Ouest et du Centre) ainsi que les Règlements du Comité de Gestion et du Comité scientifique du Réseau.

A conçu et rédigé la Convention portant création ainsi que le statut, le Règlement intérieur et l'Accord de siège de la Fondation « KARANTA » pour l'appui aux Politiques d'Education Non Formelles en Afrique (Burkina Faso, Mali, Sénégal), ratifié en 2004 par l'Etat du Sénégal

A réalisé la restructuration juridique et institutionnelle du Bureau Africain des Sciences de l'Education (BASE) institution spécialisée de l'OUA/Union Africaine, 2001

Dakar, le 14 juin 2005